



CONSEIL DEPARTEMENT

Session du 17 décembre 2021

Intervention de Marie-Louise GOURDON
Présidente du Groupe Environnement et Solidarités

Budget Primitif 2022

Monsieur le Président,
Chères et chers collègues,

Le Budget 2022 approche 1.6 Milliards d'euros

C'est un niveau jamais atteint auparavant.

A cause ou grâce au COVID, les recettes de fonctionnement affichent au budget 2022, une santé insolente à 1,45 Milliard d'euros, en progression de 14 % par rapport au BP 2021.

Cette envolée est liée à l'évolution des transactions immobilières générant des droits de mutation

L'année 2021 s'achève finalement avec des recettes de DMTO s'élevant à 600M€, soit 120 M€ de plus que le réalisé de l'an dernier. Elles sont prévues pour ce même montant au BP 2022. Un niveau jamais atteint. Le revers de la médaille est évidemment le renchérissement de l'immobilier dans notre département et l'augmentation parallèle de la difficulté à se loger pour les personnes qui habitent et travaillent dans les Alpes-Maritimes.

Les recettes de DMTO ont donc doublé par rapport à l'année 2013. Elles représentent 41 % des recettes de fonctionnement. Elles dépassent l'ensemble des dépenses d'aide sociales qui s'élèvent à 581 M€ pour la partie fonctionnement.

La politique de désendettement menée depuis 2015, a été mise à rude épreuve avec la Tempête Alex.

Deux lourds emprunts ont été réalisés en 2020 et 2021.

Vous avez fait le choix de prendre un risque financier important pour venir en aide aux vallées sinistrées, c'était indispensable, et pour cela nous vous avons suivi lors du précédent budget.

Pour 2022, 70 millions d'emprunt d'équilibre sont inscrits.
La crise financière est surmontée même si le niveau d'endettement du Département reste largement au-dessus de la moyenne des départements de sa strate ÷

Sur le papier le budget est raisonnable. Cependant, dans les faits répond-il aux réels besoins des habitants de notre département ?

Lors du Débat d'orientations budgétaires du mois de novembre, j'avais axé mon propos sur l'urgence climatique et sur l'urgence de renforcer les solidarités humaines.

1. L'urgence climatique

Cette session ne comporte pas moins de 7 plans ou schémas pour le mandat plus le bilan environnement.

Dans l'ensemble des rapports on note une ligne transversale qui est le développement durable, le Green deal, et c'est une nouveauté remarquable.

Pour nous, vu l'urgence de la situation face au dérèglement climatique, elle est cependant insuffisante.

Lors du DOB j'avais insisté sur la nécessité de lancer des actions immédiates et fortes pour ralentir le réchauffement et prendre des mesures pour l'adaptation des populations, des entreprises, du monde agricole.

Nous avons les moyens financiers de le faire.

Notre département est un territoire vivant et attractif, et nous devons tout faire pour qu'il le reste face aux risques réels qui nous attendent.

Nos concitoyens ont besoin de sentir que nous avons pris la mesure de ce risque et que nous prenons les choses en main ; particulièrement les jeunes, profondément inquiets pour leur avenir.

Dans l'ordre, l'empreinte carbone des français c'est : la Voiture, l'avion, le Logement, construction et énergie, l'Alimentation

Pour limiter l'usage de la voiture, nous devons Soutenir financièrement le développement et l'utilisation des transports en commun par une politique tarifaire incitative, voire gratuite, multiplier les parkings de covoiturage comme vous le faites déjà.

Nous devons accélérer l'usage du vélo électrique pour les petits parcours et les liaisons domicile travail, et développer massivement des pistes cyclables sécurisées pour les accueillir.

Bien sûr, toutes ces politiques ne dépendent pas que du Département mais vous pourriez être, Monsieur le Président, avec votre sensibilité écologique aujourd'hui affirmée, le chef de file d'une telle programmation, ambitieuse et efficace.

Vous développez déjà une politique autour du Green deal, tous les ingrédients y sont, mais il faut faire plus et plus vite :

Dans la région PACA on sera très bientôt à +2°, c'est une donnée du GIEC.

Le Département a montré avec la tempête Alex qu'il savait faire face à l'urgence et réparer les dégâts. La question qui se pose est la suivante : Saurons -nous anticiper ces catastrophes pour les éviter ?

Renforcer les solidarités humaines

Leur budget s'élève à près de 587 M€ et il est largement couvert rien que par les 600 millions des DMTO.

Les comparaisons avec les autres départements sont parlantes.

Selon les dernières données de la DGCL, le Département verse en aides à la personnes 290€ par habitant pour une moyenne de 321 € des départements de plus d'un million d'habitants.

Nous pourrions faire davantage

Famille Enfance

Les données Insee du schéma de l'enfance nous alertent sur pauvreté et la question du logement, notamment le taux de suroccupation des résidences principales à 11.7% dans les Alpes-Maritimes pour une moyenne nationale de 5 %

En 2018, 8794 personnes ont été accueillies en place d'accueil d'urgence. Les enfants représentent 49 % des personnes placées, dont 45.6 % sont des enfants de moins de 3 ans.

cet accueil en nuitées hôtelières concerne essentiellement des personnes en situation de violences conjugales qui ne cessent de progresser.

Dans notre département 27.4 % des familles monoparentales vivent sous le seuil de pauvreté, très majoritairement des femmes.

Pour l'année scolaire 2018-2019, 58.5% des élèves en situation de handicap n'ont bénéficié d'aucune aide humaine.

les efforts dans le secteur enfance, jeunes en difficultés et familles, nous semblent insuffisants, et nous devons les renforcer.

Nous souhaitons un éclairage sur la prise en charge des MNA, mineurs non accompagnés, appelés aussi Mineurs isolés étrangers, compétence obligatoire du département, dont il est question dans le rapport en termes de « jeunes interpellés aux frontières ».

Nous souhaitons que le bilan de l'expérimentation sur le dispositif d'appréciation de la minorité en soutien aux agents de la police aux frontière prévu pour 2022 soit l'occasion pour le représentant de l'Etat de venir nous exposer la situation de Menton.

Personnes âgées /personnes handicapées

Le schéma départemental de l'autonomie 2022-2026 est le second gros dossier de cette session. Contrairement au schéma précédent l'accent n'est plus mis sur le nombre de lits en Ehpad mais sur le maintien à domicile avec des variantes intéressantes comme le logement inclusif porté par la loi Elan. La philosophie a changé. Nous la partageons.

La partie investissement se recentre sur la réhabilitation avec un plan 2022-2028 doté de 55 M€ pour 16 Ehpad sur 6 ans.

Le RSA

Je cite une phrase dérangeante dans les documents mis à notre disposition : « le RSA pesant budgétairement sur le département ». Le RSA ne serait-il donc qu'une charge ?

Les personnes relevant du RSA sont nos concitoyens, dans une situation de précarité et en besoin de la solidarité.

Je vous rappelle que le Département a pu bénéficier de l'augmentation du taux de DMTO pour répondre à ces besoins croissants et l'on voit aujourd'hui que depuis 2013 où vous avez augmenté le taux à 4,5% les 600 millions de recettes DMTO permettent de couvrir ces allocations sociales.

Vous vous félicitez que le nombre de bénéficiaires soit en baisse de 15% depuis le début de l'année.

Comment cela est-il possible alors que le chômage a augmenté en 2020 de 5,8% pour les 25-50 ans dans les Alpes-Maritimes !

Alors que les marqueurs et les chiffres de la pauvreté ne baissent pas, accentués par les effets du Covid sur l'économie et l'emploi.

Vous avez mis en place des outils d'insertion efficaces, c'est vrai, ils ont fait leurs preuves. Vous avez aussi mis en place une lutte contre la fraude et lorsqu'il s'agit de véritables fraudeurs la radiation s'impose.

Mais le nombre de suspensions réalisées est toujours plus important ! 12 000 en 2021 c'est énorme, c'est plus du double des années précédentes ! Et ce ne sont pas tous des fraudeurs.

Monsieur le président,

Nous avons été élu.e par nos concitoyens pour travailler selon nos convictions, dans le sens de l'intérêt public, de l'intérêt des habitants et du territoire.

Pour travailler de manière constructive.

Nous ne faisons pas du vote une posture politique, mais nous souhaitons nous positionner sur la qualité des objectifs, sur leur pertinence à nos yeux, en fonction de nos propres choix de territoire.

Aussi, avec Mathieu PANCIATICI, nous avons pesé chaque élément de cette session très copieuse et qui trace les enjeux pour l'ensemble du mandat dans chacune de nos compétences. Certaines de vos politiques sociales nous paraissent insuffisantes voire contraires sur certains points à nos conceptions : celle du RSA, nous voterons contre ce rapport car la politique de suspensions et radiations est toujours plus importante,

Sur l'accueil des MNA, nous avons des questions sans réponse, et même la politique de l'enfance nous paraît insuffisante au regard des enjeux dans ce domaine :

Concernant l'autonomie, nous apprécions la volonté de limiter l'entrée dans les Ehpad, par le maintien à domicile, par les projets d'habitat inclusif et les aides à vivre.

Cela concerne les personnes âgées et les personnes en situation de handicap.

Au niveau culture, il nous est présenté pour la 1ère fois un plan de développement de la lecture. Ce plan correspond en tous points à ce que je défends dans ce domaine et comme je l'ai dit pour

le plan agricole, j'aurais pu l'écrire moi-même ayant développé la médiathèque de Mouans-Sartoux depuis 20 ans sur ce modèle.

Concernant l'environnement et le green deal, nous notons une réelle volonté du Président et des services :

Le plan agriculture et alimentation déjà présenté correspond aussi à nos convictions et aux Actions que nous développons. Hommage à André ASCHIERI, ancien maire de Mouans-Sartoux, précurseur en la matière.

La création de fermes départementales, l'achat de terres agricoles pour les mettre à disposition d'agriculteurs afin d'alimenter les cantines en produits locaux et bio à 50% c'est aussi ce que nous avons proposé et qui est maintenant inscrit dans ce plan.

Vous avez soutenu le collège de Mouans-Sartoux dans sa volonté d'être 100% bio. C'est le 2ème dans ce cas au niveau national et nous pouvons en être fiers.

Le plan vélo et le plan mobilités ont le mérite de soutenir les nouvelles mobilités

Cependant ils sont imparfaits et nous aurions beaucoup de propositions à faire pour les faire évoluer.

La Seml GreenEnergy06 qui vient de se créer devrait nous amener vers la production d'énergies renouvelables.

Concernant le budget vert, nous retiendrons que l'intention est sincère et que c'est une démarche volontariste du Président.

Cependant il y a beaucoup à dire, et nous pensons qu'il manque surtout des indicateurs et une méthode d'évaluation qui permette de suivre de façon transparente cette nouvelle façon d'analyser le budget.

Un élément très important dans notre vote c'est aussi votre soutien à la reconstruction des vallées et le soutien aux populations qui continuent à se battre pour qu'elles revivent comme avant la tempête Alex.

Nous ferons donc un vote en fonction de nos convictions et de l'intérêt général,

C'est notre façon de faire des choix politiques, une façon singulière sans doute, mais que nous revendiquons.

Bien des aspects de votre politique sociale, particulièrement sur le RSA ou encore sur la question des Mineurs non accompagnés suscitent nos plus extrêmes réserves.

J'ai eu l'occasion de les exprimer. A elles seules elles auraient pu justifier une opposition à ce sujet.

Mais d'autre part, votre engagement dans l'action contre le réchauffement climatique paraît sincère et résolu, même s'il est encore insuffisant. Il ne peut être ignoré.

Au regard de ce qui précède, nous avons décidé, en soulignant les éléments qui nous indisposent, de ne pas nous opposer à ce budget afin de donner crédit à ce qui va, à notre sens, dans la bonne direction.

Notre abstention sera donc l'expression d'un choix réfléchi et motivé.